



**PRÉFET
DE LA SOMME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 25/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AMAZON FRANCE LOGISTIQUE SAS

67 boulevard du Général Leclerc
92110 Clichy

Références : 2024-E20188
Code AIOT : 0003800565

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement AMAZON FRANCE LOGISTIQUE SAS implanté 1 avenue du Superbe Orénoque Pôle Jules Verne 80440 Boves. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AMAZON FRANCE LOGISTIQUE SAS
- 1 avenue du Superbe Orénoque Pôle Jules Verne 80440 Boves
- Code AIOT : 0003800565
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

AMAZON exploite un entrepôt logistique situé dans le pôle Jules Verne à Boves. Cet entrepôt de

105 000 m² construits, sur une parcelle de 27 ha, est dédié au stockage et à la préparation de commandes. L'entrepôt est constitué principalement de 10 cellules de stockage (superficie totale 59 940 m² pour un volume d'environ 822 000 m³), d'une zone de préparation de commandes (37 800m²), et de locaux dits K utilitaires L (bureaux, locaux techniques, quais de chargement...).

Thèmes de l'inspection :

- Fluides frigo/SAO/GESF

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Inventaire des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I - 3.3	Demande d'action corrective	2 mois
6	Registre	Règlement européen du 07/02/2024, article 7.1	Demande d'action corrective	2 mois
8	Contrôle périodique des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 5.6	Demande d'action corrective	1 mois
9	Déclaration des émissions	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Marque de défaut d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Interdiction d'utilisation des CFC et des HCFC	Règlement européen du 07/02/2024, article 4.1	Sans objet
3	Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé	Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3	Sans objet
4	Mise en service d'un équipement	Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79	Sans objet
5	Fiches d'intervention	Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-82	Sans objet
7	Contenu des fiches d'intervention	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11	Sans objet
10	Étiquetage des équipements	Règlement européen du 07/02/2024, article 12.3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
11	Marque de contrôle d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des non-conformités à enjeux modérés ont été constatées lors de la visite d'inspection. Des justificatifs complémentaires et actions correctives sont demandés à l'exploitant. En l'absence de transmission de ces justificatifs dans le délai imparti, l'inspection pourra proposer une mise en demeure sur ces points à l'autorité préfectorale.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Interdiction d'utilisation des CFC et des HCFC

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 4.1
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : 1. La production, la mise sur le marché, toute fourniture ultérieure à un tiers ou mise à disposition d'un tiers au sein de l'Union, à titre onéreux ou gratuit, et l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone inscrites à l'annexe I sont interdites.
Constats : L'exploitant a indiqué qu'il n'utilisait pas de substance listée en annexe I du règlement ozone 1005/2009. Les constats réalisés (par échantillonnage tout au long de la visite d'inspection) ne remettent pas en cause cette déclaration.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Inventaire des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article Annexe I - 3.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.
Constats : Par mail du 02/10/2024, et complété le 06/11/2024, l'exploitant a transmis un inventaire des équipements et stockages fixes qui contiennent plus de 2 kgs de fluide. Il précise le fluide contenu

ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans les équipements.

Les constats réalisés (par échantillonnage tout au long de la visite d'inspection) ne remettent pas en cause cette déclaration.

La dénomination des équipements est différente entre les fiches d'intervention et l'inventaire tenu par l'exploitant.

De plus, afin de faciliter le suivi des différents équipements, notamment avec le logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur, l'uniformisation des dénominations des équipements est souhaitable dans cet outil.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, les éléments permettant d'attester que la dénomination des équipements est identique pour l'ensemble des documents concernant les équipements contenant des fluides frigorigènes.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Restrictions d'utilisations de fluides à PRG élevé

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 13.3

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

3. L'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO2 ou plus est interdite. À partir du 1er janvier 2025, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 pour la maintenance ou l'entretien de tout équipement de réfrigération est interdite.

[...]

Jusqu'au 1er janvier 2030, les interdictions visées au premier alinéa ne s'appliquent pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes:

a) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition que les conteneurs contenant ces gaz soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 7;

b) les gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est égal ou supérieur à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne sont utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le

cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.
Constats : Plusieurs équipements ont une capacité supérieure à 40 tonnes eq.CO2. Ils utilisent le fluide frigorigène R410A qui a un PRP (Pouvoir de Réchauffement Planétaire) inférieur à 2 500.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mise en service d'un équipement

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2015, article R.543-79
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en langue française.
Constats : L'inspection a pu constater que le registre contenait les documents relatifs aux contrôles d'étanchéité des climatiseurs du site lors de leur mise en service. L'exploitant n'a pas été en mesure fournir ce document pour l'équipement "AC Condenser Units 2361286" lors de la visite d'inspection. Le rapport de mise en service de cet équipement comprenant « le contrôle du bon fonctionnement frigorifique » a été transmis par mail du 06/11/2024, à posteriori de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Fiches d'intervention

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article R.543-82
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et

de l'administration. [...]
Constats : Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis les rapports d'intervention et les CERFA relatifs aux interventions réalisées sur l'année 2024. Il n'a pas été constaté qu'une intervention se doit déroulée sans une fiche d'intervention renseignée. Les fiches sont signées conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Registre

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 7.1
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : 1. Les exploitants d'équipements qui doivent faire l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 5, paragraphe 1, établissent et conservent, pour chaque pièce de ces équipements, des registres dans lesquels ils consignent les informations suivantes: a) la quantité et le type de gaz contenu dans les équipements, en indiquant séparément, le cas échéant, la quantité ajoutée au cours de l'installation; b) les quantités de gaz ajoutées pendant la maintenance ou l'entretien ou à cause d'une fuite, ainsi que la date de ces ajouts; c) la quantité de gaz récupérée; d) en cas d'ajout de gaz, la quantité et les types de gaz ajoutés et s'ils ont été recyclés ou régénérés, ainsi que le nom et l'adresse dans l'Union de l'installation de recyclage ou de régénération et, le cas échéant, le numéro de certificat; e) l'identité de l'entreprise qui a assuré l'installation, l'entretien, la maintenance et, le cas échéant, la récupération, la réparation, le contrôle d'étanchéité ou la mise hors service de l'équipement, y compris, le cas échéant, le numéro de son certificat et, lorsque l'entreprise responsable de ces opérations est une personne morale, les données d'identification de l'entreprise et celles de la personne physique ayant exécuté les opérations; f) les dates et résultats des contrôles effectués au titre de l'article 5, paragraphe 1, ainsi que les dates et les résultats des réparations de fuites; g) si l'équipement a été mis hors service, les mesures prises pour récupérer et éliminer les gaz.
Constats : L'exploitant dispose d'un dossier informatique recensant la totalité des fiches d'interventions

relatives aux équipements contenant des fluides frigorigènes.

L'inspection a vérifié par sondage le contenu de ce dossier et les documents consultés étaient à jour au moment de la visite.

Les informations requises par l'article 7.1 par le règlement européen du 07/02/2024 sont indiquées dans les rapports et CERFA d'intervention.

Toutefois, il a été difficile pour l'exploitant de fournir certains documents demandés lors de la visite d'inspection. Afin de faciliter le suivi des différents équipements, notamment avec le logiciel de gestion de maintenance assistée par ordinateur, l'uniformisation des dénominations des équipements est souhaitable dans cet outil.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin d'assurer le suivi des équipements du site, l'organisation du dossier recensant la totalité des fiches d'interventions relatives aux équipements doit être revue par l'exploitant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Contenu des fiches d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 11

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides frigorigènes

Prescription contrôlée :

La fiche d'intervention prévue à l'article R. 543-82 du code de l'environnement mentionne les coordonnées de l'opérateur, son numéro d'attestation de capacité prévue aux articles R. 543-99 à R. 543-107 ainsi que la date et la nature de l'intervention effectuée. Elle indique la nature, la quantité et l'installation de destination du fluide récupéré ainsi que la quantité de fluide éventuellement réintroduite dans l'équipement.

Dans le cas où l'intervention relève d'une activité de catégorie I, II, III ou IV, telle que définie à l'annexe I de l'arrêté du 30 juin 2008 susvisé, l'opérateur est tenu d'utiliser le formulaire CERFA n° 15497 (3) comme fiche d'intervention.

Constats :

Cette prescription a été vérifiée par sondage. Les fiches d'intervention consultées par l'inspection des installations classées mentionnent l'ensemble des éléments demandés par l'article 11 de l'arrêté ministériel du 29/02/2016.

Les informations relatives aux équipements correspondent à celles présentes dans l'inventaire de l'exploitant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Contrôle périodique des équipements

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 5.6

Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes

Prescription contrôlée :

6. Les contrôles d'étanchéité visés au paragraphe 1 sont effectués à la fréquence suivante:

a) pour les équipements contenant moins de 50 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou moins de 10 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les douze mois; ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les vingt-quatre mois;

b) pour les équipements contenant 50 tonnes équivalent CO₂ ou plus, mais moins de 500 tonnes équivalent CO₂ de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 10 kilogrammes ou plus, mais moins de 100 kilogrammes de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les six mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les douze mois;

c) pour les équipements contenant 500 tonnes équivalent CO₂ ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à l'annexe I ou 100 kilogrammes ou plus de gaz à effet de serre fluorés inscrits à la section 1 de l'annexe II: au moins tous les trois mois ou, lorsqu'un système de détection des fuites est installé dans ces équipements, au moins tous les six mois.

Constats :

Cette prescription a été vérifiée par sondage. La fréquence des contrôles périodiques sur certains équipements n'était pas respectée :

- "CONDENSER UNIT MDF" : les contrôles ont été réalisés en mars 2023 et juillet 2024 ;
- "CF négative" : les contrôles ont été réalisés en mars 2023 et octobre 2024.

Ces équipements contiennent entre 5 tonnes et 50 tonnes de HFC en tonne.eq.CO₂ et ils ne possèdent pas de système permanent de détection de fuite.

Les contrôles périodiques sont donc à réaliser au moins tous les 12 mois conformément à l'article 5.6 du règlement européen du 07/02/2024.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place des actions correctives afin que la fréquence des contrôles périodiques soient respectée sur l'intégralité de ses équipements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Déclaration des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : <p>I.- L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :</p> <p>- Les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident.</p>
Constats : <p>Lors de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement en 2023 ont dépassées les seuils fixés dans l'annexe II de l'arrêté ministériel du 21/08/2008 à savoir 100 kg/an pour les équipements contenant des HFC.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement relatives aux fluides frigorigènes pour l'année 2023. Si ces émissions dépassent les seuils fixés dans l'annexe II de l'arrêté ministériel du 21/08/2008, l'exploitant devra réaliser une déclaration dans le logiciel GERE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Étiquetage des équipements

Référence réglementaire : Règlement européen du 07/02/2024, article 12.3
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
Prescription contrôlée : <p>3. L'étiquette requise en vertu du paragraphe 1 comporte les informations suivantes:</p> <p>a) une mention indiquant que le produit ou l'équipement contient des gaz à effet de serre fluorés ou que son fonctionnement est tributaire de ces gaz;</p> <p>b) la nomenclature acceptée par l'industrie pour les gaz à effet de serre fluorés concernés ou, à défaut, leur nom chimique;</p>

<p>c) à compter du 1er janvier 2017, la quantité, exprimée en poids et en équivalent CO₂, de gaz à effet de serre fluorés contenue dans le produit ou l'équipement, ou la quantité de gaz à effet de serre fluorés pour laquelle l'équipement est conçu et le potentiel de réchauffement planétaire de ces gaz.</p>
<p>Constats :</p> <p>Cette prescription a été vérifiée par sondage.</p> <p>Lors de la visite du site, les étiquetages sur les équipements "Condenser unit MDF" n'étaient pas lisibles. Par mail du 06/11/2024, l'exploitant a transmis des photographies permettant d'attester que ces équipements possèdent une étiquette conforme à l'article 12.3 du règlement européen du 07/02/2024.</p> <p>L'exploitant devra s'assurer que l'ensemble des équipements du site possèdent un étiquetage lisible conforme à l'article 12.3 du règlement européen du 07/02/2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Marque de contrôle d'étanchéité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté.</p> <p>Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente.</p> <p>La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les équipements frigorifiques visualisés lors de l'inspection disposaient d'une marque de contrôle d'étanchéité valable au jour de l'inspection.</p> <p>Plusieurs vignettes sont collées sur les équipements. L'opérateur ne retire pas les autres vignettes qui ne sont plus d'actualité, ce qui entraîne un non-respect de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 29/02/2016, imputable à l'opérateur. Il convient que l'exploitant soit vigilant vis-à-vis des missions de contrôle déléguées à un opérateur tiers.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Marque de défaut d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 7
Thème(s) : Produits chimiques, Fluides Frigorigènes
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque des fuites sont constatées lors du contrôle d'étanchéité de l'équipement (y compris contrôle de maintenance) et que l'opérateur ne peut y remédier sur-le-champ, il appose sur l'équipement la marque signalant un défaut d'étanchéité.</p> <p>La marque signalant le défaut d'étanchéité est constituée d'une vignette ayant la forme d'un disque rouge de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Cette marque est apposée sur la marque de contrôle d'étanchéité.</p> <p>Dans un délai maximal de 4 jours ouvrés après le contrôle d'étanchéité, des mesures sont mises en œuvre pour faire cesser la fuite ou à défaut l'équipement est mis à l'arrêt puis il est vidangé dans le même délai par un opérateur titulaire de l'attestation de capacité. Si l'équipement est constitué de plusieurs circuits, les circuits ou parties de circuits sur lesquels aucune fuite n'a été constatée peuvent rester en service et seuls les circuits ou parties de circuits sur lesquels la fuite a été constatée sont mis à l'arrêt et vidangés.</p> <p>La remise en service ne peut avoir lieu qu'après réparation de l'équipement.</p> <p>Les dispositions des deux alinéas précédents ne sont pas applicables si la mise à l'arrêt de l'équipement est de nature à porter atteinte à la sécurité ou à la sûreté d'exploitation d'installations classées pour la protection de l'environnement ou d'installations nucléaires de base. Dans ce cas l'équipement ne fait plus l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène jusqu'à réparation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées a interrogé l'exploitant sur les éventuelles fuites présentes sur les équipements. Celui-ci a indiqué que l'équipement « Roof top 6 » est à l'arrêt suite à une détection de fuite le 06/10/2024.</p> <p>D'après les informations du technicien de maintenance du site, le manomètre de pression du circuit 1 était à zéro et l'ensemble de l'équipement a été mis à l'arrêt le jour même (pas de bon d'intervention disponible).</p> <p>L'opérateur de la société BERTRAND FROID est intervenu sur l'équipement le 27/09/2024 afin de rechercher la fuite, inhiber le circuit 1 fuyard et redémarrer le circuit 2 de l'équipement après son contrôle d'étanchéité (rapport d'intervention n°10106871). Le circuit 1 n'était pas remis en service le jour de l'inspection.</p> <p>Lors de la visite du site, la marque signalant le défaut d'étanchéité du circuit 1 de l'équipement n'était pas présente. Suite à ce constat, l'exploitant a appelé l'opérateur afin qu'il appose la vignette rouge dans la journée.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra mettre en place des actions correctives afin que les dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 29/02/2016 soient respectées. L'exploitant transmettra les éléments afin d'attester que ces actions correctives ont été mises en place.

Type de suites proposées : Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant**Proposition de délais :** 1 mois